



# Avant le développement

Des décennies de développement accéléré ont presque effacé jusqu'au souvenir d'une période antérieure. Pourtant, comment comprendre la situation actuelle et proposer des orientations pour demain sans se référer à « l'avant développement » ? **Teddy Goldsmith**

On présente le développement économique comme une panacée. Il n'est pas un gouvernement qui ne vise à l'instaurer ou le pousser au maximum, quelles que soient les conséquences sociales, écologiques et morales.

Mais aussi étrange que cela paraisse, le terme n'apparaît presque jamais défini. Il dérive, bien sûr, de la notion de « développement » en biologie qui décrit la formation de l'embryon au sein de la mère. Son usage éhonté mais habile sous-entend que les contrées pauvres en biens matériels et techniques ou « sous développées » n'auraient qu'à atteindre une maturité – par un processus donc tout naturel – pour se transformer en parfaites répliques des États-Unis d'Amérique.

Bien entendu, on ne peut pas imaginer de processus moins naturel.

Pour commencer, le développement impose des changements de direction continuels, pour s'adapter aux progrès réputés désirables. Or 99 % peut-être de l'expérience humaine sur la planète s'est déroulée dans des communautés tribales dédiées, au contraire, au maintien de la stabilité face au changement.

Ainsi les aborigènes d'Australie avaient-ils pour ethos, selon W. E. H. Stanner, « *La continuité, la constance, l'équilibre, la symétrie et la régularité (...). Le fait que les choses soient immuables, que la vie conserve son cours familier et sûr, voilà ce qui [possédait] de la valeur leurs yeux (...). Ce n[était] pas seulement un*

*peuple sans histoire mais un peuple qui a été capable, pour ainsi dire, de vaincre l'histoire, de devenir an-historique en esprit et en sentiment.* » (1)

Cela suppose, pour l'homme moderne, une vie triste et monotone. Mais l'Histoire apporte-t-elle le bonheur ? Edward Gibbon, l'auteur fameux du *Déclin et chute de l'empire romain* (1776), en doutait : « *Qu'est-ce écrit-il, sinon le registre des crimes, des folies et des malheurs de l'humanité ?* » a-t-il écrit avec apparemment quelques raisons.

## Le refus du salariat

Toujours est-il que les sociétés tribales n'ont pas cessé de refuser la colonisation et le développement qui lui a succédé. Leurs membres se révélaient farouchement hostiles à la transformation en travailleurs salariés. D'où les difficultés qu'a éprouvées parmi tant d'autres, la Compagnie des mines de charbon d'Enugu, au Nigeria, pour trouver de la main d'œuvre. Elle ne pouvait recruter semble-t-il que par la force, raconte Agwu Akpala. (2) Chaque jour, 700 mineurs disparaissaient et on ne les voyait plus, à moins qu'ils aient la malchance d'être repris. Alors on a utilisé les chefs pour contraindre leurs sujets à travailler et on les a payés pour chaque travailleur fourni. Au début, ceux qui refusaient d'obéir au chef étaient mis à l'amende. On a dû en venir à les condamner au travail forcé.

La raison en est claire. L'ethnologue **Marshall Sahlins** remarque en effet que « *L'économie traditionnelle s'enchaîne dans les relations sociales. Sa base d'action n'est pas l'entreprise mais la famille et la communauté.* » (3)

*Les communautés  
dédiées au  
maintien de  
la stabilité  
représentent 99 %  
de l'expérience  
humaine !*

Pour un homme tribal, la famille et la communauté, inséparables, bien sûr, du monde naturel, dispensent tous les bienfaits. L'incroyable solidarité qui en relie les membres leur évite la faim et la misère, tant que le groupe lui-même n'en souffre pas. Et le pire châtement pour avoir enfreint la loi traditionnelle est, on s'en doute, l'expulsion. Aux Comores, en 1970, on m'a ainsi assuré qu'un *wahamatsa* ostracisé et méprisé était un homme mort.

Cependant, la famille et le groupe ne peuvent tenir et dispenser leurs bienfaits que si chacun remplit les tâches qui lui incombent, tâches qui, dans une société moderne, relèvent des institutions publiques et de l'économie formelle. Il s'agit de la production, de la préparation, voire de la distribution des aliments, de l'éducation des enfants, des soins aux personnes âgées et infirmes, de l'organisation et de la direction de nombreux rituels, du respect de la loi, du maintien de l'ordre et de la conduite des affaires communautaires. Il importe de souligner la gratuité de ces services, résultant du jeu élaboré d'obligations réciproques dans la famille et le groupe.

Ces gens jouissaient, de plus, de la satisfaction de savoir leur avenir et celui de leurs enfants assurés, à moins d'accident majeur. Leur façon de vivre, on l'a dit, pouvait se perpétuer. Ils se vouaient totalement à contrôler les activités susceptibles de rompre la structure sociale ou dégrader le milieu naturel. Et pareil contrôle s'exerçait par le comportement culturel, sans recours au pouvoir d'une institution.

Le grand anthropologue Gerardo Reichel Dolmatoff montre par exemple que la mythologie des Amérindiens Tukano, en Colombie, justifie un système d'interdits qui brident les tendances nocives « à la croissance de la population, à l'exploitation de l'environnement physique et aux relations interpersonnelles agressives ». (4) Sans un tel contrôle efficace, ces sociétés n'auraient jamais pu survivre des siècles et des millénaires, bien souvent jusqu'à l'arrivée des Blancs investis d'une mission colonisatrice.

### Les conditions d'apparition du marché

On conçoit dès lors que l'homme tribal, à moins d'y être sérieusement contraint, refuse un travail ennuyeux et dépourvu de sens, loin de la famille et du groupe, dans une entreprise commerciale montée par le pouvoir colonial. On comprend, de surcroît, qu'une société dont l'économie se fonde sur les relations sociales, ou plus précisément de parenté, ne se transforme pas facilement en société à base de relations économiques impersonnelles et asociales.

Normalement, on ne vend pas à la famille d'objets pour en tirer un bénéfice, ni à la communauté qui n'en était qu'une extension. En vérité, il existe un profond conflit entre comportement familial et mercantile. Et cela est si vrai que le marché ne triomphe que sur la désintégration des relations de parenté traditionnelles.

Tout ceci laisse penser que la société ne s'est pas transformée de sa propre initiative. Le développement n'a pu surgir que d'une grave erreur d'ajustement. Naguère, cette erreur portait le nom de colonialisme formel, depuis rebaptisé développement économique dans l'intérêt des firmes des pays indus-

triels. Car les deux entreprises partagent un objectif commun : satisfaire l'appétit vorace des industriels.

Tel était en effet le but de la ruée frénétique vers les colonies dans les années 1880 et 1890. But énoncé sans fard par ses chauds partisans. Ainsi Jules Ferry, devant la Chambre des députés, en juillet 1885 : « *La question coloniale, dans un pays comme le nôtre, dont le caractère même de l'industrie est lié à des exportations considérables, est vitale pour la question des marchés (...). De ce point de vue, la fondation d'une colonie est la création d'un marché.* »

Ce n'étaient pas seulement des marchés que requerraient les firmes mais un vaste réservoir de main d'œuvre et de matières premières à bas prix, ajoutaient de leur côté Cecil Rhodes, le père de la Rhodésie, et Paul Leroy-Beaulieu, dans l'influent *De la Colonisation chez les peuples modernes* (1884). De là la grande aventure des colonies, jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Vers la fin des hostilités, les hommes d'affaires et politiques ont, peu à peu, réalisé que le colonialisme ne passerait plus dans l'après-guerre. La réunion de Bretton Woods, en 1944, cherchait déjà à ce système un substitut. Ce serait l'adoption du libre-échange mondial. Mais entre partenaires si inégaux, il allait revenir à un impérialisme économique, conçu pour amener les pays du Tiers Monde dans l'orbite du système industriel occidental, en sorte que les firmes puissent les dominer de façon bien plus effective, mais beaucoup moins visible, que le colonialisme formel d'antan. On appellerait ce substitut : développement économique.

### L'Aide au développement

L'instrument le plus efficace du colonialisme économique réside dans l'Aide aux pays en développement. On n'a pas conçu l'Aide pour y répandre le bien-être. L'Aide sert à financer les infrastructures nécessaires au double rôle de marché pour les produits des firmes de l'Ouest et de fournisseur en main d'œuvre et matières premières à bas prix.

Dans le même mouvement, l'Aide offre un marché instantané aux bureaux d'étude occidentaux appelés à bâtir ces infrastructures, argument irrésistible pour les Républicains du Congrès des États-Unis, qui sinon la refuseraient par principe.

L'Aide fournit en outre au gouvernement complaisant du pays récipiendaire, rarement menacé de l'extérieur, les armes dont il a besoin pour mater les inévitables révoltes des victimes, en nombre croissant, du développement.

L'Aide, enfin et surtout, apparaît efficace pour endetter les pays qui la reçoivent, chose inéluctable dès lors que la plupart des infrastructures projetées ne sont pas rentables tandis que les kleptocrates installés par nos soins dérobent jusqu'à 80 % de cet argent.

Il est facile, ensuite, de contrôler les pays endettés car leur économie exportatrice, encore en bourgeon, dépend de la continuation de l'Aide et s'effondrerait sitôt qu'elle cesserait. Pour renouveler les emprunts, ces pays doivent acquiescer aux conditions les plus léonines du Fonds monétaire international : impossibilité de refuser les investissements étrangers et orientation de toute l'activité vers les exportations. Récemment encore, on leur interdisait les dépenses sociales qui ne contribueraient pas aux exportations.

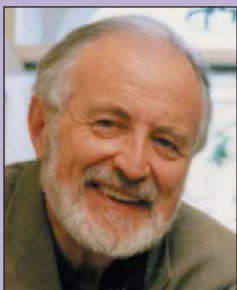
*Ci-contre*

*Enfants jouant dans un village Karen du nord de la Thaïlande, accessible seulement par sentier.*

*Préparons l'après développement – la si instable économie mondialisée ne saurait être durable*

## Le développement économique a succédé au colonialisme

Teddy Goldsmith



Teddy Goldsmith a fondé en 1969 la revue *The Ecologist* qu'il dirige actuellement avec son neveu Zac Goldsmith, et est le directeur de publication de *L'Ecologiste*. Auteur de nombreux livres et articles, il a notamment publié en français le best seller *5000 Jours pour sauver la planète* (1990), puis un ouvrage fondamental sans équivalent sur la conception écologiste du monde *Le Défi du XXIème siècle* (1994). Il vient de publier avec Jerry Mander *Le Procès de la mondialisation* (Fayard, 2001).

Ces pays doivent acquiescer aux conditions les plus léonines : impossibilité de refuser les investissements étrangers et orientation de toute l'activité vers les exportations. Récemment encore, on leur interdisait les dépenses sociales qui ne contribueraient pas aux exportations.

On vient toutefois d'ouvrir les services publics : éducation, santé et services d'environnement (5), à la concurrence mondiale, pour procurer aux firmes des niches d'investissements profitables, dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). (6) Du coup, ces dépenses deviennent licites et même conseillées.

D'évidence, tout pays soumis à pareil régime accepte l'annihilation de l'économie interne qui sustentait sa population et la gardait en vie, pour devenir une nation d'importateurs-exportateurs dirigés par des groupes étrangers. Il a remis la conduite de son économie et de son peuple au Fonds monétaire international (FMI) sis à Washington, capitale des États-Unis. Cependant depuis la création de l'OMC, en 1995, les firmes se sentent assez puissantes pour appliquer le même régime implacable non seulement aux pays emprunteurs du FMI, mais, sur une base permanente, au monde tout entier. Du reste, ce n'est pas le libre échange que les néo-colonialistes imposent, remarque Helena Norberg-Hodge, mais « l'échange obligatoire ».

Les firmes en arrivent à se sentir si puissantes qu'elles entendent appliquer le même régime implacable non seulement aux pays emprunteurs du FMI, mais au monde tout entier, sur une base permanente, par l'OMC.

Peut-être le plus dévastateur est-il l'importation forcée, par le Tiers Monde, de denrées alimentaires subventionnées. L'Inde, par exemple, représente près de 600 millions de petits paysans disposant d'un hectare à peine, voire de la moitié. Une minorité supportera la concurrence. La plupart vont devoir quitter la terre pour se réfugier dans des bidonvilles, avec environ cent cinquante mille artisans et bergers qui dépendaient de leur activité.

Voilà qui est excellent pour le développement, car ils iront grossir la masse illimitée de main d'œuvre bon marché à demi morte de faim sous des abris de fortune, en libérant, par la même occasion, ce qui était leurs terres pour les opérations exportatrices de Cargill, Monsanto et autres géants de l'agribusiness. Et la situation en Chine pourrait être pire.

### Priorité au commerce international

L'exportation obligatoire de nourriture, jusqu'alors produite pour la population locale, ne vaut pas mieux. Rien ne saurait la justifier dans un pays comme l'Inde dont un grand nombre d'enfants souffrent à des degrés divers d'une malnutrition qui les affecte physiquement et mentalement pour la vie. Cependant aux termes de l'Accord agricole de l'OMC – et aussi incroyable que ça paraisse –, on doit exporter de la nourriture si la demande existe, même en temps de disette. Le gouvernement doit d'abord trouver le temps et le moyen de prouver qu'une famine sévit, avant de « favoriser la demande

intérieure ». Il ne peut distribuer du reste que la nourriture achetée au prix du marché. Aucune malnutrition généralisée ne doit gêner le commerce international – exactement comme en Irlande, lors de la grande famine du dix-neuvième siècle.

Pire, les mots « libre échange » ont changé de sens. Ils ne désignent plus la disparition des droits de douane et de quota mais l'élimination de toute législation qui accroît les coûts des firmes ou bride leur expansion et leurs bénéfices, aussi cruciales que soient ces règles pour les pauvres, les chômeurs, les vieux, les malades, sans parler d'économies locales ni de milieux vivants. Pire encore si possible, on remplace systématiquement les lois par d'autres qui servent les grands groupes. Ainsi, la reconnaissance mondiale de la législation des États-Unis sur les brevets, notamment les brevets sur le vivant, sans lesquels l'industrie des biotechnologies n'existerait pas ; ou les dispositions qui protègent les investissements étrangers et rendent illégal de les bannir, quand bien même ils détruiraient l'environnement ou la société. (7)

Désormais, les multinationales sont nos maîtres. On leur a livré la planète sur un plateau pour en user selon leur vouloir.

Ceci ne se produit pas par hasard. C'est la conséquence nécessaire du développement économique parvenu à un certain stade, toutefois non final.

Le développement économique peut donc se définir comme l'enchaînement de perturbations de plus en plus accentuées, que subit une société jadis autosuffisante, afin de constituer un paradis, au moins temporaire, pour les grandes compagnies, où elles augmentent en toute liberté leur compétitivité comme leurs profits, sans un regard pour les insupportables coûts sociaux, écologiques, économiques et humains.

Temporaire, dis-je, car l'économie mondialisée que le développement instaure est, par nature, très instable et sa chute inéluctable, probablement imminente. Tel sera le stade final. Il comportera certainement beaucoup de souffrances, mais peut aussi fournir les conditions de l'évitement d'une catastrophe écologique et surtout climatique (8), qui pourrait rendre la planète inhabitable plus rapidement qu'on ne le pense. Il doit nous inciter à reconsidérer les pré-supposés de base du développement économique et, qui sait ?, à créer un monde inspiré des communautés d'autrefois, à la fois plus humain et plus durable. ■

### Notes

- (1) W. E. H. Stanner *The Dreaming*, dans T.A.G Hungerford, Australian Signposts, F.W. Cheshire, Melbourne 1956
- (2) Agwu Akpala *Problems in Initiating Industrial Labour in a Pre-industrial Community*, Cahiers d'études africaines printemps 1973.
- (3) Marshal Sahlins *Tribal Economics*, dans George Dalton, *Economic Development and Social Change*, New York, 1971
- (4) Geraldo Reichel Dolmatoff, 1977, *Cosmology as Ecological Analysis, a View from the Rainforest*, *The Ecologist*, vol. 7 n°1
- (5) Eau, contrôle et traitement des pollutions, gestion des parcs nationaux, etc. NDT
- (6) Annexe 2, articles 3 & 4
- (7) Chapitre 11 du traité ALENA (accord de libre échange nord américain) et clauses 23-2 de l'AGCS.
- (8) Voir le dossier sur la crise climatique publié dans *L'Ecologiste* Vol. 1 n°2, Hiver 2000.